

[traduction non officielle]

Numéro du dossier 34788

**COUR SUPRÊME DU CANADA
(EN APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR D'APPEL DE L'ONTARIO)**

ENTRE

PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA ET AUTRE

Appelants

et

TERRI JEAN BEDFORD ET AUTRE

Intimés

et

COALITION FÉMINISTE

Intervenante

AFFIDAVIT DE JANE DOE [nom caviardé]

Je soussignée, [nom caviardé], en la ville de Toronto dans la province de l'Ontario, affirme solennellement ce qui suit :

1. Je suis présidente de la Coalition féministe, intervenante, et à ce titre j'ai une connaissance directe des questions mentionnées ci-après. Lorsque je n'ai pas une

connaissance directe des faits, je cite la source des renseignements que je tiens pour véridiques.

2. Je suis militante, enseignante et auteure et je m'intéresse principalement à la question de la violence faite aux femmes. En 1990, j'étais la demanderesse « Jane Doe » dans l'affaire *Jane Doe v. Metropolitan Toronto (Municipality) Commissioners of Police* (1998), 160 D.L.R. (4th) 697 (Ont. S.C.J.), pour laquelle j'ai obtenu gain de cause. La décision fait autorité. Dans cette affaire, la Cour a conclu que mes droits à la sécurité et à l'égalité garantis par la *Charte* avaient été violés du fait que la police de Toronto avait omis d'informer les femmes de mon quartier de la présence du « violeur des balcons ». La Cour a conclu à la faiblesse de l'enquête policière en raison de mythes sexistes sur le viol et de stéréotypes sur les femmes.

3. Ces trente dernières années, j'ai été active dans le domaine de l'éducation, de la recherche, de la formation et de la conception de politiques relatives à la violence faite aux femmes pour de nombreuses institutions, notamment des universités, la Commission des services policiers de Toronto, la Cour de justice de l'Ontario, Centraide Toronto et le collège Humber. Mes publications sont au programme de nombreux cours universitaires au Canada et à l'étranger. En raison de mon travail, j'ai reçu plusieurs prix, dont des doctorats honorifiques en droit des universités d'Ottawa et Concordia.

4. Mon curriculum vitae est joint au présent affidavit en tant que pièce A.

5. Conformément à l'interdiction de publication ordonnée par un tribunal en 1987, et reconduite en 1997, quant à l'utilisation de mon véritable nom ou de mon apparence, j'utiliserai ci-après le pseudonyme Jane Doe pour les besoins de ma participation au présent appel et à sa diffusion.

Présentation générale de la Coalition féministe

6. La Coalition féministe compte 23 organismes membres actifs dans le domaine de la violence faite aux femmes et du féminisme. Ils partagent une philosophie d'égalité et de décriminalisation du travail du sexe.

7. Les membres de la Coalition féministe préconisent la décriminalisation totale de la prostitution et le respect des droits de la personne et du travail pour les travailleurs du sexe. Ils viennent de l'ensemble du pays et reçoivent l'appui d'organismes internationaux dont la Global Alliance Against Traffic in Women (GAATW) et l'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID). Nos mandats et nos énoncés de mission concernent le droit à l'égalité de toutes les femmes, notamment les femmes transgenres, et sont axés sur la prestation de services directs aux victimes de violences sexuelles et sexistes, plus particulièrement les agressions sexuelles et les abus. En nous fondant sur nos expériences communes et nos façons de voir les choses, nous préconisons la décriminalisation de la prostitution, d'un point de vue explicitement féministe orienté vers l'égalité, dans le cadre de cet appel.

8. Chacun des organismes membres possède des connaissances spécialisées, de l'expérience et une expertise à l'appui de notre position, ce qui nous permet de contribuer

de façon utile et éclairée à l'appel. Le plus important, c'est nos décennies de recherche, de formation et d'expérience en défense des droits, que la multitude d'intervenants ayant présenté leurs observations devant la Cour d'appel n'avait pas. Notre regroupement au sein d'une seule coalition permettra de mieux utiliser le temps et les ressources de la Cour.

Différences avec la Coalition des femmes

9. La Coalition féministe et la Coalition des femmes, qui est intervenue à la Cour d'appel, ont plusieurs points communs et points d'accord.

- Nous convenons que les travailleuses du sexe ne doivent pas être criminalisées.
- Nous reconnaissons le caractère spécifique historique et racialisé ou colonisé du travail du sexe dans les communautés autochtones.
- Nous convenons que les travailleuses du sexe sont victimes d'actes de violence de façon disproportionnée, surtout celles qui travaillent dans la rue.

10. Par contre, en ce qui concerne nos connaissances et notre expertise collectives des questions soulevées dans l'affaire Bedford, la Coalition féministe diffère de la Coalition des femmes de plusieurs manières. À titre d'exemple, nous :

- ne partageons absolument pas leur avis sur la nature de la prostitution énoncée dans leur mémoire à la Cour d'appel;
- travaillons de manière distincte et spécifique aux questions de la violence faite aux femmes et de leur droit à l'égalité;
- travaillons en collaboration avec les agences dirigées par des travailleuses du sexe au Canada et à l'étranger, nous les appuyons et nous respectons leur droit à l'autonomie.

11. De plus, nos positions, nos recherches, nos connaissances et nos expertises s'opposent sur les points suivants, tels qu'énoncés dans le mémoire de la Coalition des femmes :

- criminalisation asymétrique de la prostitution appliquée dans le modèle « suédois » ou « scandinave »;
- la définition, la nature et le rôle de client;
- la définition, la nature et le rôle de ceux qu'on appelle les proxénètes;
- l'association de la traite de personnes au travail du sexe;
- la cohabitation de jeunes et d'enfants avec des travailleurs du sexe adultes (femmes, cisgenres, transgenres et hommes).

12. À notre avis, comme c'est le cas pour d'autres groupes de femmes marginalisées, le droit à l'autonomie des travailleuses du sexe est essentiel pour établir leur droit à l'égalité du point de vue juridique. Nous croyons que certaines questions, notamment la race, le caractère colonisé, la capacité, l'identité de genre, l'orientation sexuelle, l'immigration et la classe sociale, se conjuguent et ont une incidence sur les travailleuses du sexe et leurs organismes politiques.

Membres de la Coalition féministe

13. Voici une brève présentation de chacun des groupes membres de la Coalition.

Centre de lutte contre l'oppression des genres (Montréal, Québec)

www.centre2110.org

Situé à l'Université Concordia, le Centre facilite l'action sociale par la mise en place de programmes et de campagnes, ainsi qu'en formant des coalitions et en travaillant en solidarité avec des mouvements sociaux de la base. Il offre de manière respectueuse, confidentielle et d'égal à égal de l'aide et des ressources aux personnes qui en font la demande. Il privilégie la réduction des méfaits, l'autonomisation et l'autodétermination.

Assaulted Women's and Children's Counsellor Advocate Program (George Brown College, Toronto, Ontario)

www.awcca.ca

Ce programme d'études de deux ans, établi en 1989, propose une analyse féministe de la dimension politique et thérapeutique de l'aide aux femmes et aux enfants violentés. Il prépare les étudiants à opérer des changements positifs dans la société grâce à l'éducation communautaire, à l'action politique et à la réforme des lois. Il les prépare aussi à fournir conseils et assistance aux femmes et aux enfants victimes de violence.

Assaulted Women's Helpline (Ontario)

www.awhl.org

Depuis plus de 25 ans, les femmes ontariennes victimes de violence peuvent appeler sans frais, en tout temps, la Assaulted Women's Helpline. Ce service anonyme et confidentiel, accessible également par ATS, offre des services de consultation d'urgence, de planification de la sécurité, du soutien affectif, des renseignements et un service d'aiguillage vers des ressources. La Assaulted Women's Helpline a répondu à plus de 728 000 appels depuis sa création, dont 49 000 durant le dernier exercice.

Atira Women's Resource Society (Vancouver, Colombie-Britannique)

www.atira.bc.ca

Située dans le Downtown East Side de Vancouver, la Atira Women's Resource Society est une organisation communautaire qui vient en aide aux femmes et aux enfants victimes de violence. Par son travail d'éducation, de revendication et de sensibilisation, Atira participe activement à la lutte contre la violence faite aux femmes et aux enfants. Notre philosophie féministe éclaire toutes nos actions individuelles, collectives et communautaires.

Barbra Schlifer Legal Clinic (Toronto, Ontario)

<http://schliferclinic.com/>

La Barbra Schlifer Legal Clinic, qui a ouvert ses portes en 1995, offre aide juridique, consultations et services d'interprétation linguistique aux femmes victimes de violence. Elle prône des réformes législatives et des changements sociaux qui profiteront à toutes les femmes.

Carleton Sexual Assault Support Line (Ottawa, Ontario)

<http://ottawa.cioc.ca/record/OCR2055>

La Carleton Sexual Assault Support Line est un service téléphonique confidentiel, indépendant de l'Université, où tout étudiant, membre du personnel ou du corps professoral peut obtenir de l'aide. Sont également offerts des services d'intervention en cas de crise et de soutien à long terme.

Centre for Women and Trans People @ the University of Toronto (Toronto, Ontario)

womenscentre.sa.utoronto.ca/

Le centre est un endroit libre de tout harcèlement où les femmes et les personnes transgenres du campus peuvent se rendre pour obtenir une aide gratuite, des services d'aiguillage, des ressources ainsi que des services de défense des droits en matière de sexisme, de racisme, d'homophobie, de transphobie, de capacitisme, d'âgisme, de violence et de pauvreté. Il a été fondé par des diplômées de l'Université en 1986.

Coalition for a Carleton Sexual Assault Centre (Ottawa, Ontario)

<http://carleton-sasc.ca/>

Le Coalition for a Carleton Sexual Assault Centre prône, au nom des étudiants de Carleton, la création d'un centre d'aide aux victimes d'agression sexuelle sur le campus. Ce centre serait tenu par les étudiants eux-mêmes, mais financé par l'Université, et offrirait des services permanents et accessibles aux étudiants, aux

membres du personnel et au corps professoral quel que soit leur genre, leur sexe, leur orientation sexuelle, leur race, leur religion, leur origine nationale ou ethnique, leur capacité, leur âge, leur langue maternelle ou leur statut d'étudiant. Il fournirait un soutien par les pairs, ainsi que des services de défense des droits et de sensibilisation du public en matière d'agression sexuelle.

Ernestine's Women's Shelter (Toronto, Ontario)

www.ernestines.ca

Ce refuge vient en aide aux femmes et aux enfants qui cherchent à échapper à un milieu violent. Grâce à son programme d'intervention en situation de crise et à sa gamme de services de soutien holistique, le refuge aide les victimes à reconstruire leur vie, conscient que toutes les femmes ne sont pas aux prises avec les mêmes problèmes. Le refuge travaille aussi à la sensibilisation et à l'éducation du public, et prône l'intervention précoce et la prévention.

Feminist Law Student's Association (Kingston, Ontario)

La Feminist Law Student's Association est un groupe d'étudiants reconnu officiellement par la Law Students' Society de l'Université Queen's. Elle tient des activités et des forums où les étudiants en droit discutent et débattent de différents enjeux, dont la violence faite aux femmes, dans une perspective féministe.

Juliette's Place Women's Shelter (Toronto, Ontario)

Juliette's Place est le seul refuge dans le secteur nord-est de Scarborough où les femmes et les enfants qui fuient une situation de violence familiale peuvent obtenir l'aide et les ressources dont ils ont besoin. Juliette's Place assure cette tradition d'excellence auprès de ses clients actuels et passés. L'organisme fait aussi beaucoup de sensibilisation dans la collectivité pour aider les personnes et les familles à reconnaître les situations de violence familiale et les autres formes d'oppression, et à réagir en conséquence.

Hamilton Sexual Assault Centre (Hamilton, Ontario)

www.sacha.ca

Le Hamilton Sexual Assault Centre est une organisation féministe qui reconnaît que toutes les femmes ont le droit fondamental de vivre à l'abri de la violence et que, par conséquent, elles doivent avoir les mêmes pouvoirs que les hommes dans leur vie personnelle et dans la société. Il vise l'égalité des femmes et dénonce la discrimination fondée sur le sexe, la race, l'origine ethnique, la capacité ou l'orientation sexuelle. Il offre aussi des services aux femmes victimes de violence sexuelle et travaille à la lutte contre la violence faite aux femmes, à l'élimination des obstacles à l'égalité des femmes et à l'entière intégration de toutes les femmes dans la société.

Kingston Sexual Assault Centre (Kingston, Ontario)

www.sackington.com

Depuis 1977, le Sexual Assault Centre de Kingston vient en aide aux femmes victimes d'agression sexuelle, en toute confidentialité et sans porter de jugement. Il renseigne la population sur ce problème et cherche à prévenir la violence sous toutes ses formes.

London Sexual Assault Centre (London, Ontario)

www.sacl.ca

Fondé en 1973, le Sexual Assault Centre de London offre des consultations et de l'aide en groupe ou par les pairs aux femmes victimes d'agression ou de violence sexuelle. Il propose notamment les services suivants : ligne d'écoute téléphonique, accompagnement devant les tribunaux, sensibilisation et éducation publiques, défense des droits, forums et formation.

Nellie's Women's Shelter (Toronto, Ontario)

www.nellies.org

Depuis sa création en 1973, le refuge Nellie's a aidé plus de 13 000 femmes et enfants. Notre mission : mettre en œuvre des programmes et assurer des services pour les personnes victimes de violence ou aux prises avec la pauvreté ou l'itinérance. Il s'agit d'un organisme communautaire opposé au racisme et à l'oppression. Il veut changer la société par l'éducation et l'activisme, afin que toutes les femmes et leurs enfants jouissent de la justice sociale.

North York Women's Shelter (Toronto, Ontario)

www.nyws.ca

Depuis 25 ans, le refuge accueille et aide les femmes et les enfants qui cherchent à échapper à la violence familiale. Il offre aussi aux écoles, aux hôpitaux, aux entreprises, aux groupes religieux et à d'autres agences communautaires des séances de formation et d'information sur la violence faite aux femmes.

Sarnia Lambton Sexual Assault Centre (Sarnia, Ontario)

www.sexualassaultsarnia.on.ca

Depuis sa fondation en 1984, le Sexual Assault Centre de Sarnia Lambton offre des consultations bienveillantes et non directives aux femmes victimes d'agression sexuelle : counseling collectif, aiguillage, revendication des droits et éducation publique (programmes dans les écoles, conférences, présentations et formations sur l'inceste, les viols commis par une connaissance, le harcèlement sexuel, les agressions

sexuelles et les mesures de prévention et de protection). Le Centre offre une ligne d'écoute en tout temps.

Toronto Rape Crisis Centre/Multicultural Women Against Rape (Toronto, Ontario)

www.trccmwar.ca

Le TRCC/MWAR est une association communautaire gérée par des femmes qui, depuis 1974, vient en aide aux femmes victimes de violence sexuelle. Ses services d'entraide entre pairs (soutien, éducation, activisme) sont offerts dans une perspective féministe, afin d'éliminer la violence et l'oppression.

Women's Centre de l'Université de Windsor

<http://windsoresex.cioc.ca/record/WIN2672>

Le personnel de ce centre combine bénévoles et étudiants rémunérés. Le Centre aiguille les femmes qui en ont besoin vers des organismes professionnels, organise des activités spéciales (vigiles, films, conférences, ateliers) et mène des initiatives de sensibilisation, notamment sur des sujets comme la santé (MTS), la grossesse, l'avortement, la violence faite aux femmes (agressions, harcèlement), l'équité en emploi et la discrimination fondée sur la race.

Women's Sexual Assault Centre du comté de Renfrew

<http://wsac.shuttlepod.org>

Depuis 1994, le Centre aide les femmes qui sont ou ont été victimes de violence sexuelle. Il veut éradiquer la violence et l'oppression dont sont victimes les femmes.

Centre for Women and Trans People de l'université York (Toronto, Ontario)

www.yorku.ca/ywc/ywc

Ce centre, qui est pro-choix, antiraciste, pro-LGBT et pro-féminisme, lutte contre l'isolement social qui touche les femmes et les personnes transgenres sur le campus. Pour ce faire, le Centre offre des programmes, organise des activités sociales et de réseautage et fournit des services tels que : intervention par les pairs en cas de crise, entraide par les pairs, défense des droits et aiguillage vers des spécialistes, le tout dans un cadre féministe libre d'oppression.

Groupes étrangers

L'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID)

<http://www.awid.org/fre/>

L'AWID est une organisation associative internationale féministe qui consacre ses efforts à l'égalité entre les hommes et les femmes, au développement durable et aux droits fondamentaux des femmes. Comme l'AWID voit dans la violence contre les femmes une négation de leur droit à l'égalité, elle encourage ses membres et le grand public à agir sans tarder pour soutenir les mouvements antiviolence de par le monde, et offre du financement et de l'aide à cet égard. En réaction au progrès des idéologies politico-religieuses sur la scène internationale, qui ont des répercussions particulièrement négatives sur les droits des femmes, l'AWID a lancé une initiative d'opposition aux fondamentalismes religieux. Elle vient également en aide aux travailleuses du sexe partout dans le monde, y compris en Afrique de l'Est, au Kirghizistan, en Inde et en Asie du Sud.

Global Alliance Against Traffic in Women (GAATW)

www.gaatw.org

La GAATW a pour mission de s'assurer du respect par les autorités des droits fondamentaux de toutes les femmes migrantes. Elle défend les droits des travailleuses migrantes et des victimes de traite et croit que la lutte contre la traite des personnes doit reposer en priorité sur l'instauration de processus de migration sûrs et de lieux de travail équitables. Nous voulons améliorer les conditions de vie et de travail des femmes dans leur pays d'origine afin de leur ouvrir de nouvelles possibilités et nous produisons et diffusons, à l'intention des femmes, de l'information sur la migration, les conditions de travail et les droits qui sont les leurs. Nous sommes favorables à l'auto-organisation des femmes vulnérables et marginalisées, particulièrement les travailleuses migrantes dans les secteurs informels, et nous les aidons à prendre la parole et à revendiquer leurs droits.

Universitaires-conseils

Kamala Kempadoo

Professeure, Université York

<http://people.laps.yorku.ca/people.nsf/researcherprofile?readform&shortname=kempadoo>

Après avoir étudié le travail du sexe dans les Pays-Bas caribéens, M^{me} Kempadoo s'est intéressée plus globalement à la traite des femmes et aux transactions économiques et sexuelles à l'extérieur de l'industrie du sexe. Elle a réalisé, pour le compte de l'ONU et d'organismes internationaux, des recherches sur le VIH et les relations sexuelles dans les Caraïbes. Plus récemment, elle a reçu une bourse

d'Initiative de développement de la recherche du CRSH afin d'examiner la réalité de l'inceste dans les Caraïbes. Elle mène une grande partie de ses travaux avec des collaborateurs et s'intéresse depuis peu à un nouveau sujet : les méthodologies des études sur le féminisme et le travail du sexe dans les Caraïbes.

Maria Nengeh Mensah

Directrice des études de premier cycle et professeure titulaire, UQAM

http://www.travaissocial.uqam.ca/Page/mensah_maria.aspx

M^{me} Mensah a publié les études suivantes sur le travail du sexe : « Évolution du discours féministe sur “la prostitution” au Québec », « Féministes et travailleuses du sexe : une alliance pour déconstruire le stigmatisme de la putain », « Défendre les femmes qui font le travail du sexe », « L'idée de communauté et l'action collective des travailleuses du sexe », « Mais oui c'est du travail! Penser le travail du sexe au-delà de la victimisation », « Sex Workers Training Professionals to Reduce Stigma and Vulnerability to HIV » et « Débat féministe sur la prostitution au Québec, points de vue des travailleuses du sexe ».

Conclusion

14. Bref, j'estime que l'expérience et la perspective communes des groupes qui forment la Coalition féministe font en sorte qu'elle est bien placée pour présenter un point de vue unique et éclairé sur les questions difficiles et litigieuses dont est saisie l'honorable Cour.

15. Je confirme l'affidavit en appui à la requête en autorisation d'intervenir de la Coalition féministe dans le cadre de cet appel, sans viser quelque autre fin que ce soit.

ASSERMENTÉE en la ville de
Toronto dans la province de l'Ontario
le _____ 2013.

[Nom caviardé]

Le commissaire, etc.